

AUSTÉRITÉ,

ENCORE L'AUSTÉRITÉ,

TOUJOURS L'AUSTÉRITÉ



D'un côté, il y a les peuples du monde en colère, des indignés de Madrid ou de Tel-Aviv aux occupants de Wall-Street, scandalisés par les excès des banquiers tenus pour responsables de la crise économique, peuples qui se demandent comment la cupidité et l'incompétence ont pu régner ainsi sans contrôle. D'un côté, ce citoyen moyen qui a perdu sa retraite, son logement, son emploi, sa dignité de citoyen malmenée par les pratiques technocratiques européennes, antidémocratiques, antirépublicaines et liberticides.

De l'autre côté, les agences de notation, ces soi-disant experts aux dogmes libéraux qui n'ont même pas été capables de prévoir la crise des subprimes américaines ; les spéculateurs professionnels dont le rôle est de déclencher volontairement les crises pour venir ensuite piller financièrement les états les uns après les autres. Et puis que font cette Europe libérale et ces politiques peureux qui n'ont pas tiré les leçons de la crise de 2008 : encadrer les marchés, taxer les transactions financières, s'attaquer aux paradis fiscaux, séparer les banques de crédit et les banques spéculatives. Aucune de ces réformes fondamentales n'a été mise en œuvre depuis trois ans. Paroles, paroles, paroles...

DES PEUPLES QUI SE DEMANDENT COMMENT LA CUPIDITÉ ET L'INCOMPÉTENCE ONT PU RÉGNER AINSI SANS CONTRÔLE...

Les Etats sont venus au secours de la finance et reçoivent, en remerciement, ruine, endettement, humiliation.

Alors, comment inverser la spirale de cette dette sans rééquilibrer les systèmes fiscaux en mettant davantage à contribution les classes les plus aisées ? Ce n'est pas la voie suivie par notre Gouvernement : deux plans de rigueur ont été votés en 2011, un troisième est en gestation pour 2012. Mais rien dans ces plans de rigueur qui soit favorable aux pauvres et aux classes moyennes. Rien non plus qui vienne soutenir l'activité afin d'éviter la récession qui s'installe.

COMMENT INVERSER LA SPIRALE DE CETTE DETTE SANS RÉÉQUILIBRER LES SYSTÈMES FISCAUX EN METTANT DAVANTAGE À CONTRIBUTION LES CLASSES LES PLUS AISÉES ?

En France, on estime le coût annuel de la fraude fiscale et la fraude sociale entre 30 et 50 milliards d'euros. Mais ce que l'on ne dit pas, c'est que la fraude fiscale représente 70 % et la fraude sociale 30 % du total. Pourtant, l'essentiel de la lutte contre la fraude est consacrée à la fraude sociale, au risque d'être perçue comme une nouvelle forme de chasse aux pauvres et comme une volonté idéologique de stigmatiser « les assistés ». Mais qui sont les « assistés » quand on constate que la fraude sociale ne coûte que 10 à 15 milliards alors que la fraude fiscale représente 20 à 35 milliards et que les niches fiscales constituent un manque à gagner de 70 milliards par an !

Pour les gros fraudeurs, il y a amnistie. L'austérité, c'est pour les salariés, les chômeurs, les fonctionnaires, les retraités, les malades, les bénéficiaires des prestations sociales.

Après avoir gravement augmenté les déficits par des cadeaux fiscaux inconsidérés aux riches, notre gouvernement envoie des signaux aux agences de notation. Mais cette politique d'austérité, empêchera-t-elle une dégradation de la note de la France ?

La France risque de perdre son triple « A », sa prospérité, son modèle social et son identité républicaine.

A. Alziary



KATULU

Ce groupe se réunit 1 fois par mois, il est composé, jusque là, d'une dizaine de personnes qui se rencontrent pour exposer leurs plaisirs de lecture et les faire partager. Les livres racontés sont laissés au libre choix de chacun. Chaque livre dont on a parlé, fait l'objet d'un compte rendu qui est « collecté » dans une petite revue « katulu » qui sera distribuée à chaque participant avant la séance suivante.

Au fil des réunions des liens d'amitié se créent et la variété des goûts entraîne une émulation qui favorise la lecture et les échanges culturels. La médiathèque de Carnoux permet de retrouver les livres et d'agrandir les champs des intérêts et des connaissances.

Le groupe se réunit le 2ème jeudi du mois à 18h30 à la salle Albert Fayer, Katulu est ouvert à tous les accros de la lecture.

Cécile Tonnelle

CONFÉRENCE : LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ET COMMENT EN SORTIR

Le Cercle Progressiste Carnussein a invité André Cartapanis, Professeur à sciences PO Aix

Se préparant de longue date, la crise actuelle est en lien direct avec la situation de 2008, relativement bien gérée par les Etats, nous dit A. Cartapanis. En effet, après 2008, la croissance est revenue assez vite, mais la crise n'était pas terminée pour autant, de financière elle est devenue globale.

En août 2007, c'est la crise bancaire qui touche d'abord les Etats-Unis avec les subprimes qui, en eux-mêmes ne représentent pas un montant colossal, mais c'est l'allumette qui provoque l'incendie.

Pour comprendre la crise des subprimes, il faut savoir qu'aux Etats-Unis le crédit n'est pas accordé en fonction de la capacité de remboursement de l'emprunteur (salaire) mais sur sa surface financière (sa maison le plus souvent). Or, dans les années 2000, les taux d'intérêt sont bas aux USA et le marché de l'immobilier est florissant. De fait, les banques accordent aisément des prêts non capés aux ménages possédant de l'immobilier. Mais en 2007 les prix de ce marché s'effondrent et les taux d'intérêt grimpent. Les ménages américains ne peuvent plus rembourser leurs dettes et le 15/9/2008 c'est la faillite de la banque Lehman Brothers. Dans un contexte de globalisation financière, les marchés s'affolent, entre autres de la chute de cette banque symbolique.

En instaurant une méfiance envers les créances titrisées comprenant une part de ces crédits « toxiques », elle participe au déclenchement du krach de 2008, entraînant une récession qui touche l'ensemble de la planète. Les autorités ont d'abord cru à une crise de liquidités bancaires. En réaction, les Banques Centrales ont alors injecté massivement des liquidités sur le marché interbancaire, ce qui n'a pas empêché les premières faillites.

Ainsi, les banques financent l'activité économique à travers les prêts accordés aux entreprises et aux ménages. Or la crise a entraîné depuis le début 2008 une raréfaction de plus en plus marquée des crédits accordés à travers le monde,

aggravant le ralentissement économique en cours. Dans un même temps les investisseurs se replient sur les marchés du pétrole, des matières premières, des produits agricoles de base qui offrent encore des perspectives de rentabilité importantes, entraînant la hausse de leur prix et accentuant la dégradation de la situation économique du fait de la cherté de ces produits de base pour les particuliers et les entreprises.



Par ailleurs, la part des salaires dans la création de richesse est en diminution (chômage) et la montée des inégalités des revenus fait régresser la demande des ménages. En été 2009 un rebond de la croissance fait espérer une lente sortie de crise malgré un ralentissement des gains de productivité depuis 15 ans environ. Mais l'optimisme est très mince, vu l'endettement des états qui ont dû soutenir la croissance et recapitaliser les banques.

LE PROBLÈME DE LA DETTE

La dette souveraine est celle que les états accumulent par émission de bons du trésor. Ces derniers sont achetés par des détenteurs de capitaux : particuliers, fonds de pension, assurance-vie et autres gestionnaires de patrimoine qui en espèrent bien sûr un rendement le plus élevé possible. Les bons émis par des pays en perte de confiance doivent proposer des taux d'intérêt d'autant plus élevés que le risque est jugé important par les investisseurs ce qui alourdit la dette de l'Etat concerné ; une dette qui n'est en fait pas remboursée à échéance, mais reconduite, faisant boule de neige. C'est cette fuite en avant dans l'endettement qui a conduit en partie la Grèce à la situation actuelle, l'Allemagne ayant refusé de rassurer les marchés, afin qu'un meilleur taux lui soit appliqué. On retrouve le même scénario pour l'Espagne et l'Irlande qui avaient pourtant des budgets excédentaires.

Comment sortir de cette situation ? En favorisant l'inflation : de 2 %, actuellement, jusqu' à 4 à 5 % ? les états y sont réticents. La mise en place d'une réglementation visant à réduire les comportements spéculatifs n'est prévue que pour 2019. Ces mesures n'étant sûrement pas suffisantes, seule paraît positive une vraie volonté politique internationale de remettre en cause ce libéralisme exacerbé qui laisse libre cours à tous les excès pour satisfaire son appât du gain.

LE BILLET DU RÂLEUR

A Carnoux, pas de triple « A » pour la liberté d'expression !

Chers Carnussiens, je vais vous raconter une histoire qui, au vu des réactions qu'elle a suscitées auprès d'amis à qui je l'ai racontée, cela me fait penser qu'à Carnoux, on vit dans un autre monde et en d'autres temps !

Au mois de février dernier, le Cercle Progressiste Carnussein qui organise régulièrement des conférences publiques, invite le Professeur Bernard Vialettes, Professeur de diabétologie et Chef de service de nutrition à l'hôpital de la Timone à Marseille sur le thème : « l'hôpital public menacé ? ».

A l'issue de chacune de ces conférences et en vue d'une information pluraliste des carnussiens, le Cercle Progressiste sollicite de la Mairie la parution d'un bref compte-rendu dans le journal municipal « Le Messenger ». Pour plusieurs conférences, cela n'a pas posé de problème mais pour celle-là, allez savoir

pourquoi, ce fut « niet » de M. le Maire. Argument : le sujet est trop politique !

Tiens, tiens, qu'un professeur de Médecine, chaque jour confronté à la réalité du terrain, vienne dire que l'hôpital public est en danger car vendu petit à petit à la découpe au privé et que nous nous orientons vers une santé à plusieurs vitesses suivant ses moyens serait trop politique pour M. le Maire ?

Mais lorsque lui, se permet, dans « le Messenger » journal « apolitique » selon ses dires, de faire l'apologie de cette « courageuse réforme » des retraites là, ce n'est pas politique !

A Carnoux, donc, seul M. le Maire a le droit de « faire de la politique » dans une revue municipale « apolitique » payée, soit dit en passant, par l'impôt de tous les citoyens !

Quant à vous, chers carnussiens, dormez tranquilles, on choisit pour vous ce qui est bon ou mauvais de lire, doutant ainsi de votre intelligence et votre sens du discernement !

LE PARC NATIONAL DES CALANQUES SANS CARNOUX

En gestation depuis des années, le Parc National des Calanques va-t-il enfin voir le jour ? On peut encore en douter tant les oppositions locales à un tel projet sont fortes et opiniâtres...

Après une phase de concertation particulièrement approfondie, au cours de laquelle ont été organisées plus de 200 réunions pour répondre aux craintes des populations et des différents usagers du lieu, les contours définitifs du projet commencent néanmoins à se dessiner. Sous les coups de boutoirs successifs des élus et des lobbies locaux, le périmètre du futur cœur de parc a fondu comme neige au soleil, perdant au passage toute la rade sud de Marseille et même les îles du Frioul, considérées pourtant comme « un véritable concentré du parc national », ainsi que les forêts de Fontblanche et le massif du Grand Caunet.

Le projet de charte lui-même a été profondément modifié et il n'est pas exclu que la dernière version, adoptée par l'assemblée générale du GIP le 27 juin dernier, soit encore amenée à évoluer. D'ores et déjà, les concessions accordées suite aux négociations avec certains des acteurs locaux ont engendré de tels écarts avec ce que prévoient les textes réglementaires que l'on s'interroge sur l'avis que pourront émettre sur ce projet le Conseil National de Protection de la Nature, le Conseil Interministériel des Parcs Nationaux et même le Conseil d'État.

Et pourtant, malgré toutes ces concessions, certains élus locaux et groupes de pression continuent à s'acharner contre ce projet qui est actuellement soumis à enquête publique, depuis le 17 octobre et pour une durée de un mois. C'est le cas notamment à Carnoux où le conseil municipal a exprimé, lors de sa réunion du 29 septembre 2011, un avis favorable à la création du futur parc mais a émis de sérieuses réserves quant à l'éventuelle adhésion de la commune et ceci pour des motifs pour le moins fallacieux...



L'aire optimale d'adhésion, à laquelle Carnoux pourrait avoir l'opportunité d'adhérer, ne concerne pourtant qu'une frange marginale du territoire communal, en continuité avec les massifs boisés de Roquefort-La Bedoule. Quant aux implications réglementaires d'une telle adhésion, elles paraissent bien légères, mais jugées encore trop contraignantes par nos élus qui veulent bien d'un parc national à condition qu'il n'empiète pas sur leur territoire ni sur leurs prérogatives. Et tant pis pour les générations futures qui n'auront qu'à se débrouiller avec l'environnement que l'on voudra bien leur laisser...

Marc Vincent

CONFÉRENCE : FRAGILE MÉDITERRANÉE

Le Cercle Progressiste Carnussein a invité Nardo Vicente, Professeur de biologie marine

Tel était le titre de la conférence de Nardo Vicente, professeur de biologie marine, responsable scientifique de l'Institut Océanographique de Paul Ricard, organisé par le Cercle Progressiste Carnussein le 30 mai dernier.

A l'aide d'un film très didactique mettant en parallèle l'état de la Méditerranée avant et après la mise en place des égouts des villes de Marseille et de Toulon, N. Vicente nous a convaincus que tout n'était pas perdu, et que la vie sous marine reprend ses droits dès que l'on met en œuvre des systèmes d'épuration de nos déchets. Mieux on peut, dans des conditions biologiques bien définies, développer l'aquaculture dans des fermes marines telles que celle du Frioul ou favoriser le développement de réserve marine avec le projet des récifs artificiels, faits de blocs de béton dans lesquels moins de 2 ans après leur installation, les poissons s'en servent de niches à reproduction.

Plus largement N. Vicente a évoqué qu'à l'horizon 2025, 500 millions de personnes peupleront le pourtour Méditerranéen, comment penser l'équilibre entre la protection écologique de notre mer intérieure ou presque et notre façon de vivre aujourd'hui ?

Cécile Tonnelle



PAROLES D'ÉLUS

GUY HELIN, CONSEILLER MUNICIPAL DE GAUCHE



Redonner du pouvoir d'achat aux ménages à Carnoux, ce serait possible !

Cette année encore, la gestion du budget communal a permis de dégager un excédent de 800.000 € et ce, malgré une diminution confirmée année après année de la subvention de l'Etat aux communes. Comme les années précédentes, cet excédent sera versé à la section investissement et alimenter le futur projet « centre-ville ».

Les familles carnussiennes, notamment les plus défavorisées n'ont rien à attendre de cet excédent. Certes, le taux communal des taxes foncières et d'habitation n'ont pas augmenté cette année mais chacun a pu constater que le montant de ces impôts à régler est plus important en 2011 qu'en 2010. Cette augmentation est la conséquence de l'augmentation de l'assiette qui sert de base de calcul (+ 2% voté en 2011 par le Parlement). Résultat : malgré des taxes communales identiques en pourcentage une année sur l'autre, la commune perçoit plus d'argent et le contribuable paye plus d'impôts.

Depuis plusieurs années, les élus de Gauche au sein du Conseil municipal réclament une réelle diminution des impôts locaux, notamment de l'impôt le plus injuste : la taxe d'habitation (17,55 % étant la part communale). Ne pas l'augmenter, c'est bien, la diminuer serait encore mieux et ce serait une bonne façon de redonner du pouvoir d'achat aux familles.

Ces 800.000 € d'excédent budgétaire pourraient aussi largement permettre la mise en place d'un barème des tarifs de restauration scolaire en fonction des revenus des familles et d'un coefficient familial à déterminer.

Deux mesures facilement réalisables et qui apporteraient une aide réelle aux familles carnussiennes les plus démunies.

CARNOUX : UNE CONCEPTION VRAIMENT ÉTRANGÈRE DE LA VIE CULTURELLE...

Le *Forum jeunesse*, sports et culture qui s'est tenu à Carnoux le samedi 24 septembre 2011 est révélateur de l'enfermement de la mairie en matière d'ouverture culturelle. Les deux premières branches du triptyque sont l'objet d'un savoir faire indéniable des associations dédiées au sport. Selon le maire il s'agissait « de faire connaître aux parents des jeunes toute l'étendue des activités sportives et culturelles proposées au sein de la commune ». Les seules associations à vocation culturelle (qualité attribuée par la mairie au Centre Culturel ou aux Amis du théâtre) étaient représentées.

Curieusement, la Médiathèque qui a été présentée avec raison comme un acteur culturel d'importance (ne serait-ce qu'au regard du coût des installations) ne semble pas avoir été sollicitée pour être représentée au Forum 2011. Certes, la Médiathèque n'est pas une association, mais le dynamisme de ses responsables et l'information minimale sur leurs nombreuses initiatives ne semblent pas dignes d'intérêt. Les nombreux bénévoles qui y passent une bonne partie de leur temps auraient pu, par leur présence au forum, être honorés.

Soyons clairs. En dépit d'affirmations trompeuses, la culture reste le parent pauvre de cette manifestation. Et le parent pauvre de la vie intellectuelle carnuissienne plus généralement. L'offre culturelle est, grosso modo, limitée aux activités proposées au Centre culturel et aux activités commerciales de l'Artéa. Pour le reste les carnussiens doivent donc aller voir ailleurs ! L'organisation du forum entérine donc un état de fait : une véritable léthargie culturelle et un manque de perspectives locales permettant d'aborder les questions de société qui pourtant touchent chacun d'entre nous. C'est aussi cela la vie culturelle.

Pourtant l'exigence citoyenne à cet égard n'est pas morte. Il y a toujours des lieux ouverts, rares certes mais précieux, où le besoin de comprendre comment fonctionne notre société et où elle va peut-être discutées dans un large esprit d'écoute réciproque. Et les participants qui fréquentent ces lieux y trouvent de quoi nourrir leurs questionnements. Malheureusement, les médias municipaux (Messenger, Carnoux info) ne s'en font que très marginalement l'écho, et encore moins les promoteurs. On frôle parfois l'ostracisme culturel, tout simplement. Et que dire de la volonté municipale à susciter de nouveaux lieux ?

Reste à savoir ce que culture veut dire. C'est une bonne question et on ne s'enfermera pas dans une définition trop stricte. Mais c'est un débat à ouvrir d'urgence à Carnoux ! Mais le veut-on ? Et que mettre derrière l'expression **culture citoyenne** ? A cet égard le CPC fait des propositions à travers ses activités, et en premier lieu avec des conférences ouvertes et gratuites (on en trouvera un écho dans ce numéro comme dans les précédents)

En refusant au Cercle Progressiste Carnussien une présence au forum 2011 de manière quasi idéologique, l'autorité municipale persiste à ignorer la lettre de nos statuts et à dévaloriser la proposition d'éducation citoyenne entreprise patiemment depuis dix ans par nos membres. Or répertoire c'est trier. Et un tri est justifié s'il est réalisé au moyen de critères acceptables et publics. Ce n'est pas le cas. C'est aussi mépriser l'article 4 de nos statuts qui indique notre vocation à « créer des lieux permanents de débats relatifs à l'évolution de la Société, tant dans ses aspects sociaux, culturels, éducatifs, économiques que sur les grands enjeux planétaires ».

Une communauté peut-elle se satisfaire d'une vie morcelée et organisée en cercles étanches ? Le déni d'une politique culturelle ouverte au profit d'une « saine gestion » largement proclamée font de la culture à Carnoux une question totalement délaissée. Affaire à suivre.

S.J.



Pourquoi adhérer ? Et bien, pour au moins une raison importante

Plus nous sommes d'adhérents, plus nous avons de poids auprès de la mairie de Carnoux, auprès de nos partenaires politiques, aux côtés de nos amis membres d'autres associations citoyennes, pour défendre plus efficacement nos idées.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél. :

Email :

Signature :

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 20 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
30 avenue Maréchal Foch
13470 Carnoux en Pce

www.carnouxprogres.com
<http://carnouxprogres.wordpress.com>